

Mise en œuvre rapide de l'initiative contre l'immigration de masse

Berne, le 20 mars 2014

Communiqué

Mise en œuvre rapide de l'initiative contre l'immigration de masse

Le PLR exige un rapport sur la restriction de l'immigration provenant des Etats tiers

Le PLR. Les Libéraux-Radicaux respecte le résultat du vote sur l'immigration de masse. Le groupe parlementaire du PLR soutient une rapide application de l'initiative. Le calendrier du Conseil fédéral est clair : le concept de mise en œuvre sera soumis d'ici la fin du mois de juin 2014 – le PLR se prononcera sur ce dernier.

Trois jours après le Oui à l'initiative contre l'immigration de masse, le Conseil fédéral partageait le calendrier relatif à son application : d'ici la fin juin, un concept de mise en œuvre sera communiqué, sur lequel les partis pourront se prononcer. L'UDC a déjà menacé de lancer une initiative de mise en œuvre et cela deux semaines après la votation. Cette attitude est institutionnellement très discutable, d'autant plus que leurs exigences auprès du Conseil fédéral de promulguer par une ordonnance des mesures immédiates, neutralisent le rôle du parlement. De plus, au contraire de l'initiative Minder par exemple, un délai de trois est prévu pour la mise en œuvre de l'initiative contre l'immigration de masse.

Un signal clair pour une politique migratoire plus ferme

Le résultat des votations du 9 février est tout d'abord un Oui à une politique migratoire plus ferme. Le parti comme le groupe parlementaire libéral-radical exige depuis plusieurs années une politique migratoire plus ferme, mais juste. En 2009, [2011](#) et [2013](#), il a présenté ses exigences - qui n'impliquaient pas nécessairement des changements législatifs. Ironiquement, l'UDC reprend aujourd'hui certaines de ces propositions. La semaine passée, le Conseil fédéral a enfin été mandaté pour prendre en compte quatre initiatives parlementaires de Philipp Müller – trois de 2008. Cela aurait pu avoir lieu même sans l'initiative sur l'immigration de masse !

Le groupe parlementaire RL invite expressément le Conseil fédéral à prendre en compte sérieusement les inquiétudes du peuple. Ses propositions, à savoir l'application conséquente de la législation sur le droit d'asile, la restriction de l'immigration provenant des pays tiers et l'instauration de freins à la libre circulation des personnes, doivent enfin passer du papier à la réalité. Le groupe RL somme l'organe responsable, le DDPS, de livrer un rapport sur la restriction de l'immigration en provenance des pays tiers d'ici à l'été et d'exploiter toute la marge de manœuvre possible sur le plan international.

L'économie doit fournir ses propres prestations

Mise en œuvre rapide de l'initiative contre l'immigration de masse

Pour l'économie suisse, le 9 février aura instauré un climat difficile, et il convient de gommer ces effets négatifs le plus rapidement possible. Il est attendu des entreprises – en particulier des PME – qu'elles cherchent immédiatement des forces de travail à l'intérieur du pays et qu'elles s'engagent à renforcer la formation des personnes qualifiées.

Le potentiel pour les personnes actives à l'intérieur du pays passe notamment par l'amélioration de la compatibilité entre le travail et la famille, ainsi que par plus d'emploi à temps partiel. Le PLR veut mettre un terme aux subventions accordées aux frontaliers. Le PLR Tessin, a dans ce sens, fait le premier pas avec une initiative visant la résiliation des accords frontaliers avec l'Italie.

Programme de réformes économiques pour la Suisse

Avec le Oui à l'initiative de l'UDC, la Suisse est menacée par l'isolement car la part la plus importante de son marché se fait avec l'UE. Le PLR veut contribuer à empêcher toute autre initiative visant à fragiliser un peu plus notre position – salaire minimum, revenu de base, impôt sur la succession, AVS plus.

Comme après la décision sur l'EEE en 1992, le PLR revendique un programme de réformes économiques : diminuer les entraves techniques au commerce, libéraliser la loi sur le travail en passant par l'enregistrement du temps de travail et l'ouverture des commerces et ouvrir un nouveau marché pour les entreprises suisses à travers des accords de libre-échange. Ainsi, nous protégeons, même dans les scénarios les plus critiques, les emplois - **par amour de la Suisse.**

Contacts:

- › Gabi Huber, présidente du groupe RL, 076 331 86 88
- › Philipp Müller, président du PLR.Les Libéraux-Radicaux, 079 330 20 79
- › Pia Guggenbühl, cheffe de la communication, 079 566 60 10
- › Aurélie Haenni, porte-parole romande, 079 315 78 48